

Le prix des ondes : comment le coût du spectre radioélectrique freine le développement numérique du Mexique

Diego Marroquín Bitar, Henry Ziemer | 16 janvier 2026 | ARTICLES



Ce texte est une traduction de l'article « [How Mexico's Costly Spectrum Undermines Its Digital Future: The Price of the Air\(waves\)](#) », publié sur le site du Center for Strategic and International Studies le 13 novembre 2025.

Le coût élevé du spectre radioélectrique au Mexique constitue un frein à sa croissance, sa compétitivité et sa crédibilité dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). En considérant le spectre avant tout comme une source de revenus pour l'État plutôt que comme un pilier essentiel de la productivité, le Mexique prend le risque de ralentir le déploiement de la 5G, d'accentuer sa fracture numérique et de décourager encore davantage les investissements privés dans le pays.

À l'approche de l'édition 2026 de l'examen de l'ACEUM, la prochaine mise aux enchères du spectre constitue l'occasion de réorienter la politique actuelle. Une réduction des redevances, un régulateur réellement indépendant et des conditions équitables pour tous les acteurs pourraient favoriser l'inclusion numérique et montrer que le Mexique est prêt à jouer un rôle moteur dans la future phase de coopération économique nord-américaine. La réforme du spectre dépasse désormais les considérations techniques : elle représente un véritable test pour la stratégie économique du pays et pour son engagement envers l'ACEUM.

Les conséquences du court-termisme

Depuis des années, la politique mexicaine en matière de spectre [privilégie](#) les retours financiers immédiats au détriment de la compétitivité à long terme. Le spectre – cette infrastructure invisible qui achemine chaque appel, message et transfert de

données – devrait constituer un [levier](#) de croissance et d'inclusion numérique. Au lieu de cela, il est considéré comme une simple source de revenus pour l'État. Les redevances annuelles récurrentes imposées par la [Ley Federal de Derechos](#) ont fait du spectre mexicain l'un des actifs les plus coûteux d'Amérique latine, les opérateurs qui souhaitent y accéder payant environ [60 %](#) de plus que la moyenne mondiale.

Conséquence : un marché qui engrange des recettes, mais sacrifie son développement. Les enchères [n'attirent pas de candidats](#), les opérateurs rendent des fréquences et l'investissement dans les réseaux s'essouffle. La [restitution](#) de plusieurs bandes par Telefónica entre 2019 et 2022 et [l'absence d'offres](#) en réponse à l'appel « IFT-10 » sont autant d'exemples parlants. Certes l'État récupère des revenus à court terme, mais les consommateurs et les petites entreprises se retrouvent avec des services plus lents et une connectivité plus faible qu'ailleurs, surtout dans les zones rurales et isolées.

À l'approche de [l'examen de l'ACEUM en 2026](#), les enjeux dépassent largement la politique du spectre. Ces coûts questionnent la cohérence de la stratégie économique du Mexique et son rôle au sein d'une Amérique du Nord qui mise sur des chaînes d'approvisionnement sécurisées, autonomes et résilientes. La question n'est plus seulement technique : la présidente Claudia Sheinbaum se bornera-t-elle à exploiter les fréquences comme une rente ou les mettra-t-elle au service de la croissance intérieure et de l'influence régionale ?

Le piège du spectre : prix élevés et faible concurrence

Le [modèle](#) tarifaire mexicain s'écarte largement des pratiques internationales. La plupart des pays combinent une pratique de paiements uniques lors des enchères et des frais de renouvellement modérés, adaptés au marché et aux cycles technologiques. Le Mexique, lui, impose des redevances annuelles très lourdes et inscrites dans sa loi fiscale. Elles représentent environ [85 %](#) du coût total du spectre et sont largement décorrélées des réalités économiques ou des besoins en connectivité. Résultat : des charges excessives qui découragent les nouveaux entrants et réduisent les investissements des acteurs déjà présents.

Ces tarifs élevés ne permettent même pas à l'État de collecter des recettes substantielles. Lors de l'appel d'offres IFT-10 de 2021, seulement [3 blocs sur 41](#) ont trouvé preneur. AT&T et Telefónica ont réduit leurs projets d'expansion, et une grande partie du spectre reste inutilisée. Les régulateurs ont même annulé les enchères suivantes, faute d'intérêt et à cause de complications internes. Telcel, qui appartient à América Móvil et qui détient environ [70 %](#) du marché, peut absorber ces coûts grâce à sa taille. Ses concurrents, plus petits, en sont incapables. Le marché se concentre encore davantage, le déploiement de la 5G ralentit et la fracture numérique demeure : seuls [32 %](#) des foyers les plus pauvres ont accès à Internet.

La politique publique n'a jusqu'à présent fait que renforcer ce déséquilibre. Auparavant opérant dans le cadre d'un partenariat public-privé, [Altán Redes](#) est devenu une structure liée à l'État via la [CFE-Telecomunicaciones e Internet para Todos](#) (CFE-TEIT), ce qui lui permet de bénéficier d'un spectre [subventionné](#), de financements publics et d'une autorisation de vendre des services. Ces avantages faussent la concurrence avec le privé et remettent en cause la neutralité du marché, principe essentiel d'une bonne régulation et inscrit dans le chapitre « Télécommunications » de l'ACEUM. Lorsque l'État est à la fois arbitre et joueur, la confiance en une concurrence non faussée disparaît. L'investissement privé recule et les consommateurs se retrouvent avec moins de choix, une innovation ralentie et une architecture nationale de régulation décrédibilisée.

L'approche mexicaine actuelle engrange des revenus, mais affaiblit le potentiel numérique du pays. Aligner les frais annuels sur les moyennes régionales et conditionner les futures enchères à des obligations de couverture, comme l'a fait le Brésil, attirerait davantage d'investissements et renforcerait la connectivité. Cela montrerait que le Mexique veut dépasser une logique fiscale de court terme pour adopter une stratégie axée sur la croissance qui fait la part belle à la concurrence et prépare le pays aux attentes en matière de numérique induites par le *nearshoring*.

Une occasion de croissance manquée

Un spectre abordable constitue un investissement dans la capacité productive du pays, ainsi que dans son potentiel de croissance. Réduire les tarifs permettrait de libérer des investissements et des gains de productivité bien au-delà du secteur des télécoms. L'élargissement de l'accès au haut débit favoriserait les petites entreprises et les entrepreneurs, renforcerait la compétitivité des industries tournées vers l'exportation et consoliderait la place du Mexique dans les chaînes de valeur régionales. La Banque mondiale et l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) estiment que chaque augmentation de 10 points de pourcentage du taux de pénétration du haut débit peut accroître le produit intérieur brut (PIB) par habitant de plus de 3 %. Pour le Mexique, qui accuse encore du retard par rapport à ses pairs en matière d'infrastructures numériques, le retour sur investissement potentiel est considérable.

Les avantages s'étendraient aux industries stratégiques liées au *nearshoring* et aux efforts du pays pour stimuler la production

nationale tout en réduisant sa dépendance à la Chine, déployés dans le cadre du Plan México. Les entreprises investissant au Mexique ont besoin d'une connectivité fiable et à haute vitesse pour la logistique, l'analyse des données et l'automatisation industrielle. Des coûts de spectre plus bas attireraient également les investissements dans les centres de données, le cloud et l'IA – des secteurs créateurs d'emplois qualifiés et renforçant la compétitivité nationale. Le manque de spectre, notamment dans les bandes intermédiaires, freine l'adoption de l'IA, car ce niveau de fréquences constitue le [lien indispensable](#) entre les utilisateurs finaux et les grands modèles de langage (LLM) hébergés dans le cloud. Cette question du spectre inquiète déjà [aux États-Unis](#), où la demande devrait largement dépasser l'offre. Au Mexique, des coûts prohibitifs pourraient aggraver encore cette pénurie et compromettre les ambitions du pays en matière d'IA, alors même qu'il investit des milliards de dollars dans le secteur. Une politique plus compétitive constituerait donc un socle pour l'innovation, la montée en compétences et l'intégration régionale.

Malgré ce lien clair entre connectivité et croissance, le spectre reste perçu comme une ressource fiscale plutôt que stratégique. Cette approche limite la couverture rurale, ralentit la transition numérique et réduit l'attractivité du pays pour les investisseurs recherchant des environnements digitaux fiables et performants. En adoptant une vision économique plutôt que budgétaire, le Mexique pourrait transformer sa fracture numérique en opportunité d'inclusion et de développement.

Télécommunications et commerce : Claudia Sheinbaum mise à l'épreuve

[La récente réforme](#) constitutionnelle, qui a supprimé l'Institut fédéral des télécommunications et créé l'Agence pour la transformation numérique et les télécommunications a suscité des incertitudes alors même que le moment est critique. Le Chapitre 18 de l'ACEUM exige de la part de chaque État partie qu'un régulateur indépendant supervise les télécommunications, distinct des opérateurs et protégé de toute influence politique ou commerciale. Le Chapitre 19 impose des règles sur le commerce numérique et la non-discrimination. En intégrant le régulateur au sein de l'exécutif et en donnant des avantages aux entités publiques comme CFE-TEIT ou Altán Redes, le Mexique risque de [contrevenir](#) à ces engagements.

Quand l'État dirige à la fois la régulation et la participation au marché, l'incertitude augmente pour les entreprises privées, qui en viennent à douter de l'existence d'un terrain de jeu équitable. Cela compromet la neutralité concurrentielle – principe selon lequel acteurs publics et privés sont traités selon les mêmes règles, sans favoritisme. Ce déséquilibre affecte non seulement le marché intérieur, mais aussi la crédibilité du Mexique face à ses partenaires, l'ACEUM reposant sur des pratiques transparentes et non discriminatoires. La perte d'indépendance du régulateur [inquiète](#) donc Washington et Ottawa, déjà passablement préoccupés par le favoritisme étatique et le recours à des fournisseurs de technologies chinois. Ce qui n'aurait dû être qu'un problème domestique pourrait devenir un point de friction dans le prochain passage en revue de l'accord régional.

En amont, le gouvernement Sheinbaum est donc confronté à un choix : traiter les télécommunications comme un moteur de compétitivité ou comme un outil de contrôle fiscal et politique. Maintenir le *statu quo* offre certes une gestion à court terme plus simple administrativement et plus flexible fiscalement, mais cela affaiblit la crédibilité du pays au sein d'une économie nord-américaine structurée par des normes communes et une activité économique intégrée. Restaurer une séparation nette entre décisions politiques et participation au marché, garantir l'autonomie de la nouvelle agence de régulation et aligner la politique du spectre sur les principes de l'ACEUM et les pratiques internationales enverrait un signal fort de continuité et de fiabilité.

Prises à temps, ces mesures permettraient à Mexico de transformer une faiblesse potentielle en atout stratégique. Démontrer sa bonne volonté en matière de télécommunications renforcerait la position du pays dans d'autres dossiers sensibles – énergie, agriculture, règles d'origine pour les automobiles – pour lesquels les tensions avec Washington risquent de s'intensifier à l'approche du réexamen de l'accord. Le choix qui s'offre à l'administration Sheinbaum est donc d'ordre stratégique : renforcer la prévisibilité et rassurer les investisseurs ou laisser le retour en arrière réglementaire actuel devenir un obstacle de plus dans la quête du Mexique pour asseoir son leadership régional et son influence dans les négociations bilatérales et trilatérales.

Quelle feuille de route pour quelle réforme ?

Le gouvernement de Claudia Sheinbaum dispose d'encore un peu de temps pour réajuster sa politique avant l'édition 2026 de l'examen [de l'ACEUM](#). La [prochaine vente aux enchères de fréquences](#), qui sera annoncée en janvier 2026, offrira une opportunité idéale pour ce faire. Si la politique de télécommunications ne constitue pas une priorité absolue dans l'agenda politique national ni au niveau du processus de révision de l'ACEUM, elle représente néanmoins une occasion peu coûteuse et à fort impact de démontrer l'engagement du Mexique en faveur de la compétitivité régionale et de l'intégration économique. Une réforme de la politique du spectre signalerait aux investisseurs et à ses partenaires que le Mexique entend fonder sa transformation numérique sur de la transparence, de la prévisibilité et une concurrence loyale.

1. Définir un nouvel objectif : la gestion du spectre doit tenter de maximiser les retombées économiques, non les recettes fiscales. L'ajustement des redevances annuelles sur les moyennes régionales, la mise en place d'une tarification différenciée

par région ou [proportionnelle](#) aux revenus des opérateurs, et la conditionnalité des futures enchères à des engagements en matière de couverture permettraient d'étendre la connectivité tout en préservant la stabilité des recettes publiques. Des frais réduits stimuleraient également les petites et moyennes entreprises, la numérisation et attireraient l'investissement privé dans les technologies émergentes telles que l'IA, l'Internet des objets (IoT) et l'infonuagique (*cloud computing*), qui sont tous essentiels pour le succès du *nearshoring* et la compétitivité numérique ;

2. Rétablir la confiance dans la réglementation : la nouvelle [Agence pour la transformation numérique et les télécommunications](#) doit faire preuve d'indépendance dans les faits, pas seulement en théorie. Des procédures de nomination claires, une élaboration des règles transparente et des consultations régulières avec les acteurs du secteur contribueraient à rétablir la confiance dans la gouvernance numérique au Mexique. Réaffirmer la neutralité concurrentielle doit également être au cœur de cette démarche, afin de garantir que les entités publiques et les opérateurs privés soient soumis aux mêmes règles de concurrence ;
3. Tirer parti des partenariats nord-américains : l'ACEUM offre un cadre idéal pour harmoniser les normes en matière de télécommunications, de gestion des données et d'infrastructures numériques avec les États-Unis et le Canada. Intégrer la coopération dans les technologies de l'information et de la communication à des forums économiques plus larges – comme le [Dialogue économique de haut niveau](#) ou le [Comité sur les télécommunications de l'ACEUM](#) – renforcerait la place du Mexique en tant que partenaire crédible et engagé dans l'avenir numérique de l'Amérique du Nord. Le respect de ces engagements influencera directement la capacité de négociation de Mexico dans d'autres secteurs, comme l'énergie, l'automobile ou l'agriculture, où les tensions avec Washington et Ottawa s'accroissent déjà.

Dans le meilleur des cas, la réforme témoignera de la bonne volonté du gouvernement avant l'[examen de 2026](#) ; dans le pire, elle permettra tout de même au Mexique de se doter d'un secteur plus compétitif et inclusif. Quoi qu'il en soit, la politique du spectre qu'il mettra en place révélera si le gouvernement mexicain considère les télécommunications comme une simple ressource fiscale ou comme un socle de la prospérité nord-américaine.

*
* *

Le coût de l'immobilisme

Les télécommunications font rarement la une des journaux, mais elles conditionnent silencieusement la capacité d'un pays à croître, innover et rester compétitif. Pour le Mexique, l'enjeu est particulièrement important. Un secteur des technologies de l'information et de la communication moderne et performant est non seulement indispensable à la productivité et à l'inclusion, mais également central pour la crédibilité du modèle de développement national. Les deux prochaines années diront si le gouvernement Sheinbaum peut dépasser une logique de rentabilité fiscale pour adopter une stratégie d'émancipation numérique cohérente avec la vision économique partagée en Amérique du Nord.

L'inaction a des conséquences bien réelles. Chaque mois de retard creuse le fossé numérique, érode la confiance des investisseurs et affaiblit la capacité de négociation du Mexique à l'approche de la révision de l'ACEUM en 2026. À l'inverse, une politique des télécommunications transparente, compétitive et tournée vers l'avenir réaffirmerait la place du Mexique comme partenaire fiable dans une région en quête de résilience et d'autonomie technologique. La voie à suivre est claire : la gestion du spectre peut soit rester un instrument fiscal du passé, soit devenir une pierre angulaire de l'avenir économique du pays et un pilier de la prospérité nord-américaine.

Crédits photo : Alex Borderline via [iStock](#).

— •• — — • •• — •••

Diego Marroquín Bitar, Henry Ziemer

Diego Marroquín Bitar ([@diegotmec](#)) est chercheur associé au sein du programme Amériques du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) à Washington, D.C.

Henry Ziemer ([@HenryZiemer](#)) est chercheur associé au sein du programme Amériques du CSIS.

Comment citer cette publication

Diego Marroquín Bitar, Henry Ziemer, « Le prix des ondes : comment le coût du spectre radioélectrique freine le développement numérique du Mexique », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 16 janvier 2026 [<https://lerubicon.org/le-prix-des-ondes-comment-le-cout-du-spectre-radioelectrique-freine-le-developpement-numerique-du-mexique/>].